

Jean-Paul Juchon : « Il faut améliorer les trains du quotidien »

Créé le 09/11/2012 à 03h44 -- Mis à jour le 09/11/2012 à 07h40

INTERVIEW - Le président PS de l'Ile-de-France nous répond...

Le président (PS) de l'Ile-de-France et du Stif, l'autorité organisatrice des transports dans la région, revient sur les projets en cours.

Les inaugurations et prolongements de lignes vont se multiplier dans les mois qui viennent. Pourquoi ?

Beaucoup de projets du plan de mobilisation pour les transports de 2008, amplifié par l'accord avec l'Etat en 2011, arrivent en phase de concrétisation.

D'ici à la fin de l'année, le T1 sera prolongé vers Asnières-Gennevilliers-Les Courtilles, le T2 vers Pont-de-Bezons et le T3 vers Porte-de-la-Chapelle. La ligne 12 aura pour terminus Front-Populaire, à Aubervilliers, et l'automatisation de la ligne 1 sera terminée. Parallèlement, dès le 1^{er} janvier 2013, le « complément de parcours » permettra de ne plus payer un trajet complet quand on sort de la zone de son Navigo.

Qu'en est-il des rénovations sur les lignes existantes, comme le RER B qui a connu un incident mercredi soir ?

Une convention signée en 2011 avec la ministre des Transports a entraîné une mobilisation exceptionnelle d'un milliard d'euros pour les RER. Le problème n'est pas toujours d'obtenir de l'argent, mais de le dépenser! Parfois, il n'y a pas assez d'ingénieurs, on prend du retard par rapport au politique, comme pour la tangentielle Nord [Sartrouville-Noisy-le-Sec]. Pour les RER, dès 2013, il y aura un train toutes les trois minutes sur le tronçon le plus chargé du B, entre Paris et Aulnay-sous-Bois. La branche nord du RER D a été améliorée, avec 12 trains par heure au lieu de 8... La vétusté conduit à des dysfonctionnements répétés sur le RER B, il faut donc dégager des crédits pour améliorer ces trains du quotidien. Il faut une prise de position ferme du gouvernement.

Le Premier ministre a confirmé qu'un milliard serait débloqué dès 2015 pour la Société du Grand Paris. Cela va faire avancer les choses ?

Commentaires de l'AMUTC

Ce milliard n'est toujours pas inscrit dans la loi de programmation en cours d'examen au Parlement ! A quand un amendement ? Paroles verbales....

Cette somme arrivera au bon moment. La ministre chargée du Grand Paris, Cécile Duflot, a commandé un rapport, remis à fin novembre, sur les lignes prioritaires du Grand Paris Express. **Trois projets sont déjà lancés** : le prolongement de la ligne 14 à Saint-Ouen pour 2017, la ligne rouge [rocade autour de Paris] pour 2018 et la orange. La priorité, ce sont les secteurs les plus chargés en termes de voyageurs.

Commentaires de l'AMUTC

Oui pour la ligne 14 (DUP signée), non pour la ligne rouge (le premier tronçon, au sud, risque d'être retardé suite à l'avis négatif de l'autorité environnementale qui exige des compléments d'études, le dossier des autres tronçons n'est pas prêt), non pour la ligne Orange (projet de DOCP non encore adopté, débat public à lancer en 2013...)

Au conseil régional, ne craignez-vous pas les réductions de budget annoncées par le gouvernement ?

Pour continuer à investir, nous demandons de nouvelles ressources. Je n'attends pas un grand soir fiscal, mais j'ai réclamé l'augmentation du versement transports des entreprises.

Les dépenses de fonctionnement du conseil régional ont été critiquées...

70% du budget sont consacrés aux lycées, à l'apprentissage et aux transports. Et les agences de notation, critiquées pour leur sévérité, nous ont attribué la meilleure note possible pour une collectivité.

Hélène Colau 20 minutes

GRAND PARIS EXPRESS : VERS UNE AUTORITÉ ORGANISATRICE DU LOGEMENT EN ILE-DE-FRANCE ?

<http://www.lesclesdumidi.com/actualite/actualite-article-13073593.html>

Les élus d'Île-de-France réunis autour du Salon de l'habitat francilien qui s'est déroulé du 23 au 25 octobre dernier ont discuté sur la possible **création d'une autorité organisatrice du logement** dans la région Île-de-France. Les impacts du projet Grand Paris Express, impliquant la création de **73 gares en Ile-de-France**, ont été à l'ordre du jour. Les axes de développement que ce projet autorise nécessitent en effet la mise en place d'une entité coordonnatrice compétente.

Grand Paris Express, un projet accélérateur d'urbanisation

À la question « Le projet Grand Paris Express qui créera 73 gares en Ile-de-France sera-t-il un déclencheur d'urbanisme ? », les élus et les spécialistes de l'aménagement présents au Salon de l'habitat francilien les 23, 24 et 25 octobre derniers ont été unanimes. **Le rôle de développement que ces futures gares assumeront est non négligeable.** Elles accéléreront de façon certaine les projets urbains. Certains territoires gardent déjà au chaud des projets qui n'attendent plus qu'à être concrétisés comme le cas de la ZAC Cancer Campus. La création de gares a été la seule pièce manquante du puzzle. Maintenant que toutes les conditions sont réunies, ces territoires peuvent enfin passer à l'acte. Pour les autres territoires, la création de logements est aussi un impact incontournable du Grand Paris Express. Pour Catherine Barbé, directrice de l'aménagement et de l'urbanisme de la SGP, la superficie qui sera affectée autour de ce grand projet s'élèvera à 4 000 hectares.

Vers la création d'une entité coordinatrice du logement ?

Outre la concrétisation des projets urbains, Grand Paris Express va aussi favoriser la création de logements. Les maires interrogés lors du Salon de l'habitat francilien semblent prudents. Ils parlent d'un défi qu'ils doivent relever. Jusqu'ici, ils ont projeté de construire **1 324 logements par an**. Avec le projet Grand Paris Express, 70 000 logements devront être construits chaque année. D'où la nécessité de mettre en place une organisation qui régulera toutes les actions entreprises dans ce sens. Certes, les CDT ou contrats de développement territorial ont déjà été attribués à cette mission, mais eux, ils ne s'occupent que de chaque territoire auquel ils ont été affectés. Il manque ainsi une entité centralisée qui sera à la fois chargée de la coordination de tous les efforts fournis et de la question financement.

Des personnalités appuient l'idée de créer une autorité organisatrice du logement

Lors d'un débat qui a été organisé toujours dans le cadre des impacts du projet Grand Paris Express, l'un des membres des commissions « transport » et « aménagement du territoire » du Ceser-IDF, Jean-Michel Paumier, a affirmé l'importance de la création d'une autorité organisatrice du logement. L'idée est aussi appuyée par le Président du Conseil Régional d'Île-de-France, Jean-Paul Huchon. Selon ce dernier, la compétence logement est encore disputée aujourd'hui par beaucoup trop d'acteurs : les communes, les intercommunalités, les départements, les régions et l'État. **L'AOL aura pour mission de coordonner toute la chaîne du logement en assurant la coopération des acteurs. Seule ombre au tableau, les maires ne sont pas enthousiastes à l'idée de créer une AOL, car ils vont certainement perdre leurs compétences dans ce domaine.**

Sophie Morteuil

[LesClésdumidi.com](http://www.lesclesdumidi.com) 8 novembre 2012

LE MÉTRO DU GRAND PARIS DANS LES ARDOINES

Le projet sur les Ardoines est en train de prendre forme. Celui-ci concerne notamment l'emplacement d'un nouveau métro de Grand Paris. Il s'agit d'un projet d'envergure, parmi les plus grands que la France n'ait jamais connus. Dans le projet, un des principaux objectifs est de maintenir le dynamisme de la place. En effet, il s'agit d'une zone abritant nombreuses entreprises dans différents secteurs.

Détails sur le site du projet

Le site des Ardoines, qui s'étendra sur Vitry, Choisy, et Alfortville, bénéficie d'une belle situation géographique, celui-ci occupe 300 hectares et se trouve à peine à trois kilomètres de Paris. Actuellement, on compte près de 400 entreprises de différents secteurs sur le site. On y trouve surtout des sites industriels à n'en citer que le centre à charbon de l'EDF, ou encore les dépôts pétroliers de Delek. En outre, on peut également y rencontrer des sociétés opérant dans le BTP et tant d'autres encore. C'est sur ce site que sera accueilli en 2018 le métro du Grand Paris. Pour l'instant, cette zone est desservie grâce à la présence de deux

gares du RER C ainsi qu'un échangeur de l'autoroute A86. Le projet sur le site vise en outre à rénover complètement les installations du site, mais tout en maintenant les PME PMI qui s'y trouvent. Par ailleurs, le projet a également comme objectif de désenclaver cette zone en plus d'offrir une densification du site. Ce désenclavement est essentiel afin de maintenir le dynamisme du secteur.

Un projet d'envergure dans toute l'Europe

Nombreuses sont les constructions prévues sur les deux ZAC occupant en tout 86 hectares. Il s'agirait même d'une des opérations de développement les plus marquantes en France et même dans toute l'Europe. Le projet représente près de 2,9 millions de m² SHON. Par ailleurs, le projet consiste concrètement à réorganiser les activités ferroviaires et énergétiques. En outre, on envisage également la création de ponts sur la Seine permettant de faciliter l'accès au site. Différentes activités seront disponibles sur le site en transformant les berges de Seine en un petit parc. D'autre part, les travaux auront également comme objectif de diminuer les risques d'inondations. Un des objectifs du projet est aussi de créer une ville de courtes distances. Un plan guide a été réalisé par l'agence SEURA en 2008, celui-ci a été par la suite révisé en 2009 puis en 2011. De même, les projets sur les ZAC ont été aussi révisés et d'autres éléments ont été rajoutés tels que l'emplacement des équipements publics.

Les Ardoines ? **Une ville mixte**

Le projet qui anime les Ardoines touche aussi le développement résidentiel, en plus du projet de redynamisation économique. Au programme, la construction de 1390 logements par an pendant dix ans et le tout agrémenté d'une crèche, d'établissements scolaires, de centres médicaux, de complexes sportifs, commerces... Pour le développement économique, un pôle biotech sera créé dans le sillage de Sanofi-Aventis. Il est prévu que la ville propose 45 000 emplois dans différents secteurs et 13 000 logements à l'issue du projet. En ce qui concerne l'évolution du projet, en 2011, le conseil d'administration de l'EPA a approuvé la création des deux ZAC. En outre, un accord-cadre du CDT ou contrat de développement territorial a été signé par les différents responsables. Ainsi, on n'attend plus que la réalisation des deux ZAC.

Sophie Morteuil

Les Clésdumidi.com 21 mai 2012

Les pistes pour réindustrialiser le site PSA Aulnay

L'Expansion.com avec AFP - publié le 08/11/2012 à 16:23

Sous l'égide du gouvernement, les syndicats et la direction du constructeur automobile ont évoqué les projets de créations d'emplois sur le site d'Aulnay qui doit fermer en 2014. PSA assure qu'un millier d'emplois sont d'ores et déjà assurés.

La rencontre tripartite consacrée à l'usine PSA d'Aulnay jeudi à la préfecture de Bobigny a permis aux syndicats et pouvoirs publics de poser leurs exigences, dont des garanties sur l'emploi. La direction du groupe confirme de son côté qu'un millier de créations d'emplois est assuré.

"On n'a eu que des effets d'annonce", a réagi Jean-Pierre Mercier (CGT). "Nous ne voulons pas de reclassements bidons où au bout de deux ans les salariés se retrouvent le bec dans l'eau, comme les Moulinex ou Conti. Nous voulons que l'usine d'Aulnay continue à produire la C3 au moins jusqu'en 2016, le temps qu'une solution ait été trouvée pour chacun" des quelque 3.000 CDI du site, a-t-il dit. Pour Larbi Erraai (CFDT), la réunion menée sous la houlette du préfet de région Daniel Canepa, n'a permis d'"avancer sur rien". "Nous avons présenté nos revendications (formation, garanties des emplois proposés par les entreprises qui s'implanteront à Aulnay, garantie d'une clause de retour et de reprise par PSA), mais la direction ne voulait parler que de la revitalisation", a-t-il expliqué à l'AFP.

1000 emplois créés, selon la direction de PSA

Des tractations sont en cours pour réindustrialiser le site, l'un des plus gros employeurs de la Seine-Saint-Denis. La direction a confirmé jeudi qu'un millier de créations d'emplois était assuré. "On est aujourd'hui à 1.250 emplois au total, dont 1.000 en création nette", a déclaré à l'AFP Denis Martin, directeur industriel de PSA.

Outre ID Logistics et les 600 emplois qu'elle générerait, Galloo, entreprise de recyclage, est intéressée et créerait "quelques dizaines d'emplois". "Fin 2013, on devrait avoir 400 emplois et mi-2014 on devrait être à 800. A l'horizon de 2015 on doit avoir le reste des emplois", a-t-il ajouté, assurant que les entreprises "sont là pour durer" et "veulent plutôt acheter" les terrains.

La maintenance du futur métro du Grand Paris

Un projet de transformation de l'usine en atelier de maintenance du futur métro du Grand Paris Express serait également étudié, selon la radio France Bleu. Cette option sauverait entre 350 et 400 emplois. Le maire d'Aulnay-sous-Bois affirme que les qualifications des salariés du site de PSA correspondent parfaitement aux besoins du site de maintenance du métro.

La direction prévoit de fermer Aulnay en 2014, mais n'a pas donné jeudi de date exacte comme le réclamaient les syndicats. Selon Gérard Ségura, maire PS d'Aulnay-sous-Bois dépositaire du droit du sol, PSA a indiqué son intention de "déposer rapidement des demandes de permis". Mais "nous n'accepterons pas d'y aller dans la précipitation", a-t-il insisté, soulignant qu'il fallait "veiller au caractère industriel et pérenne" des emplois.

Pour les salariés seniors (environ 600 de plus de 55 ans à Aulnay selon SIA et CGT), des syndicats demandent un dispositif spécifique, dont des départs anticipés. Sur ce point, "la direction et l'Etat se sont renvoyé la balle jeudi", selon Tanja Sussest, déléguée SIA (majoritaire à Aulnay). Pendant la réunion, plusieurs centaines de manifestants, 350 selon la préfecture, s'étaient rassemblés devant la préfecture derrière une banderole disant "non à la fermeture d'Aulnay".

Une autre réunion tripartite décentralisée est prévue vendredi à Rennes, second site le plus touché par la restructuration qui prévoit 8.000 postes au niveau du groupe en France. Une réunion au niveau national, sous la houlette du ministre du Redressement productif Arnaud Montebourg, doit ensuite se tenir début décembre alors que direction et organisations syndicales ont entamé des négociations sur le plan social.